

L'UE sous le choc : la Suisse défend sa neutralité! | R. Roca & H. Bieri

Alors que toute l'Europe est assise dans l'antichambre de la guerre — sauf l'Ukraine, déjà dans la salle d'abattage — une petite nation alpine résiste. La population suisse exige de son gouvernement, inféodé à l'UE et à l'OTAN, un référendum sur la neutralité. Fidèles à leur meilleure tradition de démocratie directe, les Suissesses et les Suisses ont réussi, contre la volonté de leurs élites au gouvernement et au parlement, à imposer un référendum qui décidera de l'avenir de leur neutralité. Rien de moins que le cœur de l'identité suisse n'est en jeu. Le pays doit-il redevenir véritablement neutre — y compris par l'abolition des régimes de sanctions — ou la république alpine doit-elle poursuivre sa voie pro-OTAN pour, comme la Suède et la Finlande, finir par trouver sa place sur le front de l'Est au sein de l'alliance militaire la plus violente de tous les temps ? Des questions, encore des questions. Hans Bieri et l'historien René Roca apportent des éclaircissements. Plus d'arguments en faveur de l'initiative pour la neutralité : [SwissNeutralityNow.ch](https://swissneutralitynow.ch) Suivez-nous et soutenez-nous sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Notre boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com>

#Pascal

Bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, on parle à nouveau en allemand, parce que j'ai avec moi deux compatriotes suisses. D'un côté, l'historien docteur R. Roca, directeur de l'Institut de recherche sur la démocratie directe. Et de l'autre, H. Bieri, architecte et urbaniste diplômé, directeur de l'Association suisse de l'industrie et de l'agriculture. Tous deux sont membres du comité de l'Initiative pour la neutralité, qui sera soumise au vote en Suisse dans quelques mois. C'est de cela qu'on va parler aujourd'hui. René, Hans, bienvenue.

#Hans

Merci, et merci aussi pour l'invitation.

#Pascal

Merci d'avoir pris le temps pour cette discussion. Nous allons parler de l'initiative sur la neutralité, et aussi des raisons pour lesquelles vous vous engagez personnellement en sa faveur. Commençons peut-être, pour nos spectateurs à l'étranger, par une question simple : René, qu'est-ce que l'initiative sur la neutralité ? Peux-tu nous donner en quelques mots un aperçu de ce que c'est, et nous dire où en est le processus aujourd'hui, en ce trente mars deux mille vingt-six ?

#Rene

Oui, avec plaisir. En fait, la neutralité suisse est inscrite dans la Constitution, mais de manière assez faible. Elle dit simplement que le Conseil fédéral et le Parlement doivent préserver et soutenir la neutralité, mais pas grand-chose de plus. Depuis une trentaine d'années, donc depuis la fin de la guerre froide, à partir des années quatre-vingt-dix, cette neutralité a été largement affaiblie en Suisse. Cela veut dire que le pays s'est de plus en plus rapproché de l'Union européenne et de l'OTAN. Et du coup, la neutralité n'est plus vraiment vécue, ni appliquée dans la politique. C'est pour cette raison que nous avons décidé – Hans Bieri fait aussi partie de ce comité – de vouloir ancrer la neutralité de façon plus concrète dans la Constitution. Nous voulons la définir plus précisément. Et c'est ce que nous avons essayé de faire avec le texte de cette initiative, qui doit devenir un nouvel article constitutionnel dans la Constitution fédérale suisse.

#Pascal

Exactement. Et cette initiative, que vous avez lancée, elle est en cours depuis deux mille vingt-deux, deux mille vingt-trois. Hans, où en est-on aujourd'hui, à la fin mars deux mille vingt-six, dans tout ce processus ? Si j'ai bien compris, ce vote devrait probablement être soumis au peuple suisse d'ici la fin de l'année. C'est bien ça ?

#Hans

Oui, probablement à l'automne, l'initiative sera soumise au vote. Une contre-proposition, qui avait été discutée au Parlement, n'a pas abouti. C'est pourquoi le vote aura sans doute lieu cet automne.

#Pascal

Exactement, et tout ça repose sur notre tradition suisse de démocratie directe. En tant que citoyens, nous pouvons aussi proposer des modifications de la Constitution. Et ce ne sont pas de simples propositions : s'il y a assez de signatures, la question doit être soumise au peuple. À ce stade, on va citer René : comment ça s'est passé, le soutien que vous avez reçu pendant la collecte de signatures ? Parce qu'il faut quand même rassembler plus de cent mille signatures.

#Rene

Oui, ça n'a pas été si simple, parce que l'idée de ce nouvel article constitutionnel est née peu après le début de la guerre en Ukraine. Au départ, la Suisse n'avait pas repris les sanctions de l'Union européenne. Et puis, quelques jours plus tard, sous la pression des États-Unis, sous la pression des grandes banques, la Suisse a finalement adopté ces sanctions. Et là, on s'est dit : non, ça ne va pas du tout. Avec ces sanctions, la Suisse devient partie prenante du conflit. Elle est entraînée dans cette guerre et, en réalité, elle ne peut plus vraiment remplir son rôle de pays neutre.

C'est pour cette raison qu'on a finalement décidé de le faire. On a passé des mois à se battre pour rédiger un texte d'initiative. C'est un groupe de travail qui dépasse les clivages partisans. Aujourd'hui, cette initiative est sans cesse rangée dans le camp de la droite. Ce n'est pas vrai, mais c'est évidemment une manœuvre politique de la part de ses opposants. Ils espèrent qu'en la mettant dans une case — en disant qu'elle est de droite, qu'elle est conservatrice —, cela influencera les électeurs et les poussera à la rejeter. Pendant la collecte des signatures, on a donc essayé de lui donner un soutien aussi large que possible, et c'était volontaire. Parce que si on n'arrive pas à rallier aussi des milieux de gauche à cette initiative, on ne gagnera pas le vote final.

Ça veut dire que le travail pour le vote a déjà commencé au moment de la collecte des signatures. Et heureusement, ça a marché. Ensuite, il y a eu un appel des partis de gauche et des Verts pour soutenir l'initiative. Il y a eu plusieurs démarches, et je suis encore aujourd'hui très heureux de voir qu'elle est de plus en plus soutenue aussi par la gauche, qui le dit maintenant publiquement. Comme l'a dit H. Bieri, le vote aura probablement lieu cet automne. Il est essentiel qu'on réussisse à rallier un cercle aussi large que possible, pour pouvoir ensuite gagner cette votation. C'est une question vitale pour la Suisse.

#Pascal

Exactement. Et comme tu l'as dit, Hans, il n'y a pas de contre-proposition. Ça veut dire que le peuple suisse sera simplement appelé à se prononcer : voulez-vous accepter l'initiative sur la neutralité, oui ou non ? Si on répond oui, qu'est-ce qu'il y a exactement dans cette initiative ? Elle contient quatre paragraphes, quatre sections. Hans, est-ce que tu pourrais peut-être nous dire en quelques mots quel est le cœur de cette initiative ?

#Hans

Alors, ce qui est important, c'est la notion de neutralité. On a en ce moment un débat qui dit, en gros : celui qui reste neutre dans une situation de conflit soutient, d'une certaine manière, l'agresseur. Et ça, évidemment, provoque des discussions, des critiques, des critiques plus générales sur la neutralité. Certains disent qu'en cas de conflit aigu, on ne peut pas être neutre. Ce débat politique est en cours. Et il faut y répondre, le clarifier, en disant : on ne peut pas se limiter à une photo instantanée d'un conflit. Il faut être prêt à regarder le processus du conflit dans son ensemble.

Et c'est une discussion qui n'est pas simple. Politiquement, cela a suscité des critiques, certains reprochant à l'initiative de prendre parti, par exemple pour la Russie, dans le conflit actuel en Ukraine. Ce sont évidemment des débats difficiles, qu'il faut clarifier. Et pour cela, il faut revenir à l'initiative sur la neutralité, qui définit ce concept de manière à ne pas prendre parti, à ne pas conclure d'alliances, et à se comporter, en cas de conflit, de façon à se défendre contre toute agression, sans pour autant adhérer à des alliances.

Et c'est ça, le cœur de l'initiative pour la neutralité. Et en principe, ça devrait être clair. Le problème commence là où, dans le débat, on ne sait plus très bien ce que signifie vraiment une position neutre. Être neutre, ce n'est pas se retirer du conflit, ni détourner le regard, comme on le reproche souvent à cette initiative. C'est au contraire un processus d'éclaircissement. Cela veut dire qu'on commence à comprendre le conflit, ses causes, son évolution. Et à partir de là, le quatrième point, c'est que la personne neutre, depuis cette position, est justement capable de soutenir des solutions entre les parties en conflit.

#Pascal

Merci. René, tu pourrais peut-être expliquer rapidement les quatre parties, de quoi il s'agit exactement ?

#Rene

Bon, le premier point est très simple, mais c'est important de le dire aujourd'hui. La Suisse est neutre de façon permanente, et elle est armée dans sa neutralité permanente. Ça, c'est le premier point. Ensuite, comme Hans Bieri l'a expliqué, le deuxième point dit, en gros, qu'adhérer à une alliance militaire est interdit, ce n'est pas possible. Et dans le troisième point, qui est aussi très important, on trouve l'interdiction des sanctions. Cela veut dire que les mesures de contrainte non militaires sont interdites, sauf si l'ONU en décide autrement. Malheureusement, il y a cette exception dans la Charte des Nations unies, qui permet au Conseil de sécurité de décider : maintenant, c'est la guerre, maintenant on fait la guerre.

Pour moi, un bon exemple, c'est mille neuf cent quatre-vingt-onze, pendant la guerre du Golfe. À l'époque, c'est le Conseil de sécurité qui avait pris la décision. La Suisse, d'ailleurs, avait soutenu ces sanctions, alors même qu'elle n'était pas encore membre de l'ONU. C'est donc un point essentiel : l'interdiction des sanctions unilatérales. Et puis, dans le quatrième paragraphe, nous voulions vraiment inscrire noir sur blanc l'obligation pour la Suisse de jouer un rôle de médiation. En tant que pays neutre, elle doit pouvoir être en contact avec les deux parties, avec toutes les parties d'un conflit, mener le dialogue et chercher à faciliter la médiation. La Suisse a souvent joué ce rôle dans son histoire, elle a beaucoup d'expérience en la matière — ce qu'on appelle ses « bons offices ». Et c'est justement cela qu'il faut renforcer aujourd'hui.

Parce qu'on le voit bien, prenons la guerre en Iran comme exemple : maintenant, c'est le Pakistan qui joue les médiateurs. Alors oui, le Pakistan est un pays voisin de l'Iran, mais il est lui-même impliqué dans un conflit avec l'Afghanistan. Donc pourquoi est-ce que le Pakistan ou la Turquie s'en mêlent ? Ils ont clairement une toute autre agenda. La Suisse, elle, a toujours essayé de faire les choses autrement, sans miser sur la politique de puissance, mais vraiment en cherchant à mettre fin au conflit. Et ces quatre sections, justement, c'est ce que le contre-projet direct dont parlait Hans

Bieri voulait modifier. On voulait supprimer les sections deux et trois, c'est-à-dire l'interdiction d'adhérer à des alliances militaires et l'interdiction des sanctions. Et maintenant, c'est bien, cette initiative arrive en votation avec ces quatre sections intactes.

#Pascal

Exactement. En ce moment, la Suisse se débat avec la question de savoir comment définir sa neutralité. Et il faut aussi dire que les opposants à l'initiative sur la neutralité affirment qu'on ne peut pas dicter au Conseil fédéral, donc à notre gouvernement, ni à notre Parlement, ce que doit être la définition de la neutralité. Où irions-nous, si on commençait à inscrire dans la Constitution les définitions de nos concepts de politique étrangère ? Mais justement, c'est exactement ça – et je le dis clairement, je fais partie des partisans – c'est bien de cela qu'il s'agit. Nous voulons une définition inscrite dans la Constitution, pour pouvoir aussi la montrer à l'étranger : regardez, voilà ce que vous pouvez attendre de nous, voilà les différentes formes de neutralité.

Alors, quelle est la situation en ce moment ? L'autre camp, ceux qui s'opposent à l'initiative sur la neutralité, lui reprochent en partie – surtout les sociaux-démocrates de gauche – d'être une initiative pro-Poutine. C'est une question. Et nous sommes maintenant fin mars. Il y a la guerre avec l'Iran, où les États-Unis ont attaqué illégalement l'Iran, tout comme Israël l'a fait illégalement. Cette guerre dure déjà depuis un mois. Est-ce que cette guerre d'agression illégale, qui ressemble quand même beaucoup, dans son essence, à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, a provoqué de nouvelles discussions autour de l'initiative sur la neutralité ? Peut-être Hans d'abord, puis Roca ?

#Hans

D'après ce que j'observe... en fait, non. Parce que, dans tout conflit, il y a toujours, en arrière-plan, un récit qui sert à l'expliquer. Et dans le cas du conflit avec l'Iran, ce récit, c'est l'accusation ou l'affirmation selon laquelle l'Iran représenterait une menace existentielle. Et c'est pour cette raison, dit-on, que l'attaque serait justifiée. Là, on touche justement au problème : il faut comprendre les conflits comme des processus. Si on réduit un conflit à un seul acte, à un moment précis, alors on se retrouve face à cette difficulté : comment situer, comment interpréter ce conflit ?

Et la position neutre, elle essaie justement de dépasser cette vision du conflit, pour développer une perspective plus large. C'est à partir de là qu'on peut comprendre le conflit, et pas simplement en isolant un acte particulier, à un moment précis, pour en tirer une position. Il faut voir le processus dans son ensemble. Et c'est là toute la difficulté, qu'on retrouve aussi dans le conflit avec l'Iran. On ne peut vraiment comprendre ce conflit — et pas seulement en théorie, mais en pratique — que si on le replace dans toute l'évolution des soixante-dix, quatre-vingts, voire cent dernières années. Sinon, on ne pourra pas résoudre ces conflits.

Et c'est en fait le cœur de ce que la neutralité peut apporter à la résolution des conflits : elle permet de sortir de ce conflit. À court terme, on peut dire, comme l'a fait Habermas, qu'il y a une

colonisation du monde vécu. Autrement dit, le pouvoir dominant a simplement la possibilité d'imposer sa vision des choses. Et ça, bien sûr, fait partie du conflit, ou même le détermine. Cette colonisation du mode de pensée, de la manière dont nous interprétons les événements que nous vivons, il faut la briser. C'est seulement ainsi qu'on peut retrouver une pensée libre et éclairée, qui est en réalité la seule voie possible pour résoudre les conflits.

#Pascal

Oui, René, c'est vrai. En Suisse, on est complètement pris dans ces récits occidentaux. D'un côté, la Russie, considérée comme le méchant, a attaqué, donc il faudrait s'y opposer. De l'autre, l'Iran, lui aussi vu comme le méchant, voudrait détruire l'innocent Israël, et donc on devrait le soutenir. Et tout ça, évidemment, ne laisse plus vraiment de place à la neutralité. Alors, à quoi ressemble le débat en ce moment en Suisse ?

#Rene

C'est terrible, encore une nouvelle guerre. Je partage complètement ce point de vue. C'est une guerre d'agression, contraire au droit international, menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Mais en fait, c'est un exemple très parlant de ce qui se passe en ce moment dans le débat en Suisse, surtout pour notre Conseil fédéral, notre gouvernement. Il y a un point que je trouve vraiment incroyable : on négocie un possible accord, un traité de paix. Il y a eu des négociations directes entre les États-Unis et l'Iran, tout semblait se dérouler correctement. Et pendant ce temps, dans le dos de tout le monde, la guerre se prépare. Israël avance, les États-Unis suivent docilement, et quittent en quelque sorte la table des négociations. Il faut le dire clairement. Où est passée la crédibilité ? Où est passée la confiance ? Tout cela est perdu. Et maintenant, on veut revenir à la table des négociations... mais ça ne peut pas fonctionner comme ça.

Franchement, je trouve ça complètement fou, ce qui se passe en ce moment. Et maintenant, que fait le Conseil fédéral ? Notre gouvernement a attendu beaucoup trop longtemps avant de dire enfin : oui, en fait, nous sommes neutres, et donc, logiquement, nous devrions interdire les livraisons d'armes aux États-Unis. C'est un pays en guerre. C'est vrai. Et ils ont vraiment trop tardé. Et c'est révélateur : dans une interview, le conseiller fédéral Ignacio Cassis, notre ministre des Affaires étrangères, a déclaré ceci. Ça a provoqué pas mal de remous en Suisse, et à juste titre. Citation : « Nous devons voir comment nous débrouiller au mieux dans ce monde agité. » Je ne sais même pas comment traduire ce mot "se débrouiller" en anglais, ce "durchwursteln". Franchement, c'est incroyable. C'est incroyable, non ? Et ça montre bien leur position.

Et bien sûr, le Conseil fédéral rejette l'initiative. Il ne se lasse pas. Pratiquement chaque jour, on voit des rapports disant que le Conseil fédéral a encore déclaré qu'il fallait gérer la neutralité de manière flexible. Moi, je trouve ça inacceptable. Franchement, c'est du bricolage. Un jour on dit que la Suisse est neutre, le lendemain on dit : non, plus maintenant. Un jour on peut livrer des armes, le lendemain non. Ça montre bien le flou de la position, et là, il faut de la clarté. C'est pour ça que je

suis reconnaissant envers la démocratie directe. Grâce à elle, on peut vraiment dire au Conseil fédéral où sont les limites, et lui donner des instructions claires avec ce nouvel article constitutionnel : voilà les frontières à ne pas franchir. Plus de sanctions, plus de rapprochement avec l'OTAN, et ainsi de suite.

Je pense que c'est la seule façon d'y arriver, et c'est dans cette direction que le débat doit aller. Il faut en finir avec ce bricolage permanent. Sinon, tout le monde dira encore une fois : voilà, c'est la Suisse qui choisit toujours ce qui l'arrange. Parfois elle regarde si ça lui profite, surtout sur le plan économique, et sinon, non. C'est pour ça qu'ici, ce qu'il faut, ce n'est pas de la flexibilité, c'est de la clarté. Bien sûr, si l'initiative est acceptée, elle sera inscrite dans la Constitution. Mais il faut aussi la mettre en œuvre. Donc, il faut qu'on reste mobilisés, que les discussions continuent, et qu'on surveille de près le Conseil fédéral, notre gouvernement, ainsi que le Parlement.

Alors, vraiment, ça a... enfin, j'ai cité tout à l'heure cette phrase du conseiller fédéral Cassis, le ministre des Affaires étrangères, qui a dit qu'il fallait, je cite, « se débrouiller ». Et c'est justement pour ça que cette initiative est importante : parce qu'elle interdit au gouvernement cette flexibilité, ce « bricolage », si on veut. Notre gouvernement doit prendre position clairement, en tant que pays neutre. On peut un peu comparer la situation à celle des années trente. À l'époque aussi, le Conseil fédéral, alors que la guerre, la Seconde Guerre mondiale, avait déjà commencé — surtout le conseiller fédéral Pilet-Golaz, qui était responsable des Affaires étrangères — disait qu'il fallait s'adapter aux nouvelles réalités en Europe. Mais qu'est-ce que ça voulait dire ? La Suisse était entourée de puissances totalitaires.

Et puis, il a fallu une défense spirituelle du pays. En Suisse, il a fallu le général Guisan, quelqu'un qui parlait franchement, qui disait clairement : le pays est neutre, nous allons nous défendre, et nous ferons en sorte que le prix d'entrée en Suisse soit particulièrement élevé. Je pense que ça a été un facteur important à l'époque, aussi pendant la Première Guerre mondiale, pour que la Suisse ne soit pas entraînée dans ces conflits. Et aujourd'hui, on se retrouve à nouveau dans une situation où, en réalité, notre gouvernement, et en grande partie aussi le Parlement, veulent se rapprocher de l'OTAN, et aussi de l'Union européenne. Et là, ça devient dangereux pour la Suisse. C'est vraiment une question existentielle. Si la Suisse continue dans cette direction, elle perdra sa base, on peut le dire ainsi.

#Pascal

Oui, alors, le rapprochement, pas seulement avec l'Union européenne, mais aussi avec l'OTAN, avance en ce moment à très grands pas, et ce, depuis plusieurs années déjà. Hans, est-ce que tu pourrais nous dire un peu comment, en Suisse, on conçoit aujourd'hui la question de la sécurité ? Et aussi, comment notre Conseil fédéral, donc le gouvernement, quelle est sa stratégie, quelle est la stratégie politique actuelle de la Suisse ?

#Hans

Toute la discussion sur la neutralité et la liberté d'alliance est aujourd'hui dominée par une logique très simple : comment peut-on se défendre dans les conditions actuelles ? Et là, évidemment, entre en jeu tout le changement technologique, mais aussi l'internationalisation croissante de l'économie et des relations commerciales. Dans ce contexte, on dit aussi qu'il est tout simplement impossible, même sur le plan militaire, de limiter un concept de défense aux seules frontières nationales, surtout quand le pays est petit. Et c'est là qu'intervient l'argument de certains milieux : selon eux, il ne reste pas d'autre choix que de se relier, ne serait-ce que pour des raisons logistiques, aux structures militaires qui nous entourent géographiquement.

Et cet argument fonctionnel domine en ce moment la discussion. Il masque, bien sûr, la capacité qu'a la neutralité de se comporter intelligemment dans une situation de conflit. Et ça, on ne peut pas en débattre au niveau des moyens militaires. Il faut en parler sur un autre plan. C'est pourquoi il n'est pas très utile de traiter toute cette question uniquement sur un plan technique. C'était déjà le cas pendant la Seconde Guerre mondiale. Les ressources étaient tellement inégales pour équiper les armées qu'on aurait déjà pu dire à l'époque : ça n'a aucun sens de vouloir défendre une neutralité, puisqu'en réalité, on n'a pas, à moyen terme, les ressources économiques nécessaires pour le faire.

C'est pour ça que ce débat sur l'utilité, qui refait surface en ce moment, aussi bien du côté militaire que du côté politique, passe complètement à côté de l'idée même et de la capacité de neutralité. Ce n'est donc pas simplement une question de ressources économiques ou de logistique, par exemple. On s'est aussi demandé : est-ce que les avions de transport américains peuvent survoler la Suisse ou pas ? Et c'est à travers ce genre de questions qu'on essaie, d'une certaine manière, de tourner la neutralité en dérision, en disant que, finalement, ça n'a plus vraiment d'importance, qu'on est déjà pris dans une dynamique qui ne nous laisse, au fond, pas d'autre position que de nous rallier au dispositif supérieur de l'OTAN.

Et ces discussions ont bien lieu, mais elles montrent toujours qu'on ne part pas de l'idée de neutralité. Si on revient un peu en arrière, à la Seconde Guerre mondiale, beaucoup d'arguments qu'on avance aujourd'hui contre la neutralité existaient déjà à l'époque, ou étaient déjà valables. Et pourtant, on a vu que la neutralité, c'est une attitude dans un conflit, une position propre, qui a un effet réel. Dans ce contexte, il faut apprendre à s'y mouvoir, à comprendre le sens de la neutralité. Et ce sens n'est pas seulement utilitariste, comme on le prétend parfois – l'idée qu'on voudrait simplement survivre à l'abri des balles, en profitant de la situation. Non, la neutralité a aussi une valeur d'éclairage, une fonction de clarification dans un conflit. C'était déjà le cas pendant la Seconde Guerre mondiale. Et aujourd'hui, on voit bien qu'on a besoin de cette voix-là.

#Pascal

Je pense que ce que Hans vient de dire est très important. Cette question de l'indépendance, de savoir si la Suisse peut et veut être vraiment indépendante, si elle veut avoir sa propre interprétation et sa propre approche, ou pas. Et là, on voit clairement deux groupes. Il y a ceux qui disent : on ne

peut pas, sans les armes de l'OTAN on est perdus. Et puis il y a les autres, qui disent : on ne doit pas, parce que l'OTAN, ce sont les gentils. Et nous, on doit être du côté des gentils, pas des méchants. René, comment tu vois cette discussion, telle qu'elle évolue en ce moment ? Surtout du côté de ceux qui s'opposent à l'initiative sur la neutralité, et qui la combattent avec beaucoup de vigueur. Et maintenant, on sait aussi que le gouvernement fédéral et le Parlement sont tous les deux contre l'adoption de cette initiative.

#Rene

Oui, il faut rappeler dans ce contexte qu'il y a toujours eu des initiatives qui, au départ, n'ont trouvé aucun écho, que tous ont rejetées – tous les partis, le Conseil fédéral, le Parlement – et qui ont pourtant fini par passer. C'est ça qui est intéressant dans le modèle suisse. C'est qu'il existe, dans la culture politique, cette possibilité qu'un vrai débat s'installe, et que le peuple ait le dernier mot, puisse décider autrement, et parfois doit décider autrement. Je pense aussi, comme Hans Bieri vient de l'expliquer, que le débat est devenu impossible pour les opposants à l'initiative, non ? Parce que ça reviendrait à dire que la Suisse renonce à ses principes, si on veut gérer ça de manière trop flexible. La neutralité, un coup comme ci, un coup comme ça, ça ne peut pas fonctionner.

Et un deuxième membre de notre gouvernement, Karin Keller-Sutter, a dit l'an dernier devant des étudiants quelle est la position du Conseil fédéral. Elle a dit que la neutralité est, dans une certaine mesure, un concept opportuniste. Un concept opportuniste. Alors, si le gouvernement agit ainsi contre nous pendant la campagne de vote, moi, j'ai vraiment bon espoir qu'on s'en sortira, parce que nous avons les meilleurs arguments. Et nous pouvons montrer que la neutralité, c'est justement un projet de paix. C'est un travail pour la paix. La Suisse ne doit pas avoir d'agenda de puissance, elle ne doit pas se proposer quelque part, mais elle doit agir comme un pays neutre, défendre le droit international humanitaire, le droit international, les droits humains. C'est ça, le rôle de la Suisse.

Et notabene, c'est aussi comme ça – et c'est quelque chose que nous, les partisans de l'initiative, devons vraiment mettre en avant – que nous pouvons préserver toute la tradition humanitaire de la Suisse : le CICR, la protection civile, et tout ce que la Suisse a construit, au bénéfice aussi du reste du monde. Nous intervenons régulièrement. Le CICR est l'organisation humanitaire la plus importante, présente dans tous les conflits, avec même un mandat qui l'oblige à y être. Et on entend bien aujourd'hui les difficultés que traverse le CICR. À mon avis, c'est justement parce que la Suisse n'est plus un pays neutre. On ne peut plus compter sur elle comme avant, et le symbole de la Croix-Rouge n'est plus respecté – alors que c'est, rappelons-le, l'inverse du drapeau suisse. Toute l'histoire de la fondation de la Croix-Rouge, avec Henri Dunant, ce commerçant genevois qui l'a créée avec d'autres, eh bien, il faut qu'on le dise clairement.

C'est ça, notre position. Pas le bricolage, pas l'absence de principes, pas l'opportunisme. C'est exactement le contraire de ce que Hans Bieri a décrit. C'est une position raisonnable, éclairée. Et là, il faudrait aussi pouvoir parler du pacifisme de la gauche. Je ne comprends pas pourquoi, maintenant, le Parti socialiste et les Verts, en tant que partis, ceux qui ont une carte de parti, s'y

opposé. Tu l'as dit, Pascal, ils parlent d'une initiative pro-Poutine, ils veulent la tourner en dérision, mais ils n'ont aucun argument. Franchement, je n'entends pas de vrais arguments du camp opposé, de ceux qui sont contre. Et c'est pour ça qu'il faut qu'on réussisse à faire ce travail d'explication auprès de la population, pour que ce soit clair : la neutralité, c'est l'ADN de notre État.

#Pascal

Je pense que l'argument le plus fort, ou plutôt celui qu'on entend le plus souvent du côté opposé, c'est que, dans le cas d'une guerre d'agression illégale, quand un État en attaque clairement un autre, alors la neutralité devrait en principe s'effacer derrière la Charte des Nations unies. Parce que cette charte interdit le recours à la force. Et quand un État est attaqué, les autres membres de l'ONU ont aussi une responsabilité, celle de défendre cet État. Cet argument a été répété à l'infini, notamment dans le contexte du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Hans, quelle est la situation aujourd'hui ? Tu en as déjà parlé un peu, mais cette idée selon laquelle on ne peut pas rester neutre quand il y a un agresseur et un agressé... qu'on ne peut être neutre que si, en quelque sorte, les deux camps s'attaquent mutuellement... Où en est cet argument en Suisse en ce moment ? Est-ce qu'il a encore beaucoup de soutien dans le débat national ?

#Hans

Oui, la question, quand on parle d'un conflit, c'est justement : quelle est la perspective qu'on adopte sur ce conflit ? Si une agression peut être clairement constatée, et que l'ONU la condamne, alors il y a un certain consensus pour considérer cet acte comme une violation. Et dans ce cas, on peut aussi, même depuis une position neutre, le nommer comme tel. Comment dire... La discussion est difficile justement parce qu'une agression, eh bien, elle a souvent une histoire. Il se peut que, si on regarde les choses à un niveau plus large, cette agression soit en réalité un acte de légitime défense face à une menace qui la précède. Et ces clarifications sont nécessaires, sinon on ne peut mener la discussion que d'une seule manière : comme on le voit souvent, en décrivant dans les médias un acte isolé, puis en construisant à partir de là tout le raisonnement et toute l'argumentation.

On parle de février deux mille vingt-deux, et d'octobre deux mille vingt-quatre. C'est à partir de là que tout le raisonnement est construit. Et c'est aussi la situation actuelle dans les médias. Dans chaque article, dans chaque déclaration médiatique, on commence toujours à ce moment-là, au moment de l'entrée en guerre. À partir de là, les cartes sont distribuées, et il devient évident comment il faut se positionner. Et du coup, la neutralité est déjà mise de côté. On ne peut plus vraiment parler de neutralité, ce n'est plus le sujet. Le sujet, c'est le conflit tel qu'il a été défini, souligné et répété par les médias. Et dans ce cadre-là, une clarification au sens de la neutralité n'est tout simplement plus possible.

#Pascal

Quand le bien et le mal sont déjà répartis dès le départ dans les médias, il reste tout simplement peu de place, mentalement peu de place, pour la neutralité. Mais René, comment se déroule ce débat en ce moment ? Parce qu'au fond, nous, les partisans de l'initiative, on n'a pas vraiment à se soucier de ce que pensent le Conseil fédéral ou le Parlement. Ce qui compte, c'est ce que pense la majorité des électeurs et des électrices, et comment nous, eh bien, comment nous faisons passer nos arguments auprès du peuple, au sens propre du terme. Alors, à quoi ressemble ce débat actuellement, entre les Suissesses et les Suisses ?

#Rene

Oui, je confirme ce que M. Bieri a dit à propos des médias. C'est un vrai problème, parce que les médias ont évidemment de l'influence – les médias dominants, comme on les appelle. Mais de plus en plus, il existe des médias alternatifs, et on peut s'informer autrement, si on le veut. Et je pense que beaucoup de gens le font. Moi-même, je suis encore professeur d'histoire, j'enseigne toujours, et aujourd'hui je suis content que mes élèves ne lisent plus la presse quotidienne. Avant, je leur disais toujours : il faut lire un journal tous les jours, et ainsi de suite. Mais maintenant, je suis plutôt content : ils s'informent à travers des médias alternatifs.

Par exemple, ils écoutent une interview de toi, Pascal, ou bien une émission comme Global Bridge, ou encore Zeitfragen. Il y a beaucoup de possibilités pour vraiment étudier, comme l'a expliqué H. Bieri, tout l'arrière-plan d'un conflit. Qu'est-ce qui s'est passé exactement ? Aujourd'hui, on a en quelque sorte un agresseur. Mais à quoi ressemble vraiment ce conflit ? Et je veux dire, quand je parle avec les élèves de la Première Guerre mondiale, je ne commence évidemment pas par dire : un jour, l'Allemagne a attaqué, puis untel a réagi, et ensuite, l'Europe était en guerre.

Je dois d'abord faire ressortir clairement les causes du conflit. Par exemple, l'impérialisme de l'époque, mais aussi d'autres facteurs, tout le système d'alliances, la course aux armements. Aujourd'hui, on se retrouve à nouveau dans une situation assez semblable en Europe, un peu comme avant la Première Guerre mondiale. Et je dois examiner tout ça de près, pour pouvoir en discuter avec les élèves. Parce que la guerre n'est pas tombée du ciel. Il y avait des acteurs bien précis, des plans de guerre, tout cela avait été préparé à l'avance — comme le plan Schlieffen, par exemple, pendant la Première Guerre mondiale. Mais il y avait aussi des plans du côté britannique, et ainsi de suite. Et je pense qu'il faut rendre tout cela clair, cette démarche d'explication dont H. Bieri a aussi parlé. Dans la campagne de votation actuelle, il faut qu'on y arrive : qu'on puisse créer un contre-discours, ici, face aux médias dominants, pour faire passer notre message.

Et j'espère vraiment qu'on ne va pas nous faire taire, qu'on pourra continuer à écrire ce qu'on veut. Parce que, clairement, la tendance va dans cette direction : celle d'une société où la liberté d'opinion n'existerait plus. En ce moment, en Suisse, jusqu'à la fin du mois de mars, il y a la consultation sur la nouvelle stratégie de sécurité du pays. Et ce que je trouve très inquiétant là-dedans, c'est la partie qui parle de l'information. On y parle sans arrêt de propagande, de campagnes de désinformation, et

ainsi de suite. Mais justement, le gouvernement et les autorités veulent encore une fois décider de ce qui est vrai et de ce qui est faux. Et dans une Suisse libre, c'est exactement ce dont nous n'avons pas besoin. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un débat libre.

Et j'espère vraiment qu'on va voir maintenant qu'on ne peut pas nous mettre de limites ici, mais qu'on peut agir librement. Justement pour soutenir cette initiative. Parce que, selon moi, ce sont de vrais arguments, ce n'est pas du populisme, c'est vraiment essentiel. Il faut qu'on puisse montrer que c'est une question existentielle : la Suisse doit maintenir sa neutralité, elle doit la réaffirmer clairement. Et je suis plutôt confiant, parce que, de la gauche à la droite, ça commence à bouger. D'ailleurs, H. Bieri et moi, on a organisé une table ronde où on invite toutes les forces qui soutiennent cette initiative. Et on reçoit beaucoup d'échos positifs. Alors j'espère vraiment qu'on pourra continuer à avancer comme ça dans les prochains mois.

#Pascal

Je trouve ça très bien, et surtout très important. Et encore une fois, dans cette initiative, l'idée principale, c'est d'inscrire une définition dans la Constitution, et de la fonder sur deux piliers : la neutralité militaire, mais aussi la neutralité économique. La Suisse suit sa propre voie, elle essaie d'avoir une influence positive sur les conflits, au lieu d'agir de manière destructrice en jetant encore plus d'armes dans le feu. Ce serait en fait tout à fait raisonnable. Est-ce que je peux vous demander, tous les deux, un mot de conclusion ? D'abord Hans, puis René. Quelque chose qui n'a peut-être pas encore été dit, que vous aimeriez ajouter. Hans, à toi.

#Hans

Oui, on voit bien maintenant que ce conflit a aussi des conséquences sur les ressources, qu'on commence peu à peu à ressentir, notamment à travers la question de l'énergie. Cela touche directement l'approvisionnement. À la fin du dix-neuvième siècle, la Suisse était le pays le plus libre-échangiste, et le résultat de la Première Guerre mondiale, c'est qu'on a connu une grave crise d'approvisionnement. Et c'est justement dans cette situation de crise qu'on a vu clairement que la position de neutralité, le fait de ne pas participer à des alliances, pouvait contribuer à améliorer ou à soutenir la situation mondiale de l'approvisionnement.

Autrement dit, je dirais qu'il faut utiliser une position neutre non seulement pour favoriser la paix, mais aussi pour rétablir un équilibre économique. Et il faut comprendre l'économie comme quelque chose qui profite aux deux parties. Dans ce cas, toutes ces questions qu'on présente aujourd'hui comme des histoires d'expansion territoriale se résolvent d'elles-mêmes : la Chine voudrait agrandir son territoire, la Russie aussi, les États-Unis voudraient étendre leur empire depuis leur position insulaire... Toutes ces discussions, en réalité, on pourrait les ramener à une forme de bon sens économique, à une logique de coopération et d'approvisionnement raisonnable.

Alors, comment gérer nos ressources de manière raisonnable ? Nous vivons dans un monde où le travail est réparti, et ce monde a évidemment besoin d'échanges. Et si l'on s'efforce d'organiser ces échanges de façon à ce qu'ils profitent à chacun, alors, en réalité, on a déjà résolu les conflits auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Cette attitude de base devrait aussi s'appliquer à la question de l'approvisionnement. Il s'agit de repenser nos relations économiques avec confiance, de les réorganiser, et ainsi d'essayer de répondre, avec une raison lucide, à toute cette agitation qui, en ce moment, on peut le dire, est largement alimentée.

#Pascal

ramener aussi un discours rationnel dans le débat sur la politique internationale, et ne pas tout penser uniquement sur le plan émotionnel. René, s'il te plaît, le dernier mot est pour toi.

#Rene

Oui, merci. J'aimerais encore mentionner rapidement deux points, en reprenant ce que Hans Bieri vient de dire. Cette position économique, ça demande du courage. Ça veut dire que la Suisse doit continuer sur sa voie particulière – même si elle est souvent critiquée, bien sûr. Elle doit rester un exemple, un modèle, dans toute sa structure d'État : la démocratie directe, le fédéralisme, la neutralité. Et ça, c'est pas facile. On est attaqué, on est critiqué. Il faut du courage pour tenir bon. Et c'est justement ce qui nous manque aujourd'hui. Quand on regarde nos pays voisins, quand on regarde l'Union européenne, l'OTAN... ils se courbent devant les États-Unis, devant Israël.

C'est vraiment insupportable de voir à quel point on se renie soi-même. Et la Suisse n'a pas besoin de faire la même chose, ni de suivre cet exemple. Il faut qu'elle ait le courage nécessaire, qu'elle garde sa colonne vertébrale. Et puis, il y a aussi la question économique, et là, c'est justement un bon point, un point positif : probablement cet automne, en même temps que l'initiative sur la neutralité, on votera sur un assouplissement de la loi sur le matériel de guerre. D'ailleurs, c'est le Parti socialiste qui a lancé ce référendum. En Suisse, on connaît bien ces instruments : l'initiative, comme celle sur la neutralité, et le référendum. On peut dire non à une loi et demander un vote populaire. Et cet assouplissement de la loi sur le matériel de guerre... eh bien, moi aussi, j'ai signé ce référendum.

Je trouve que c'est important de s'y opposer. Peut-être qu'avec la gauche, on arrivera à ouvrir une discussion là-dessus. Parce que, franchement, je ne comprends pas comment on peut être contre cet assouplissement, et en même temps contre l'initiative. L'initiative, c'est un concept pacifiste. Elle parle de paix. Donc il faut dire oui à l'initiative, et non à cet assouplissement. Parce que, selon moi, la Suisse doit avoir une loi stricte sur le matériel de guerre. On ne peut pas simplement livrer des armes à certains pays choisis. Désolé, mais c'est exactement ce que veut cet assouplissement : permettre des livraisons à vingt-cinq pays, dont, d'ailleurs, les États-Unis. On veut leur vendre des armes, même s'ils sont engagés dans un conflit armé.

Alors, si cet assouplissement passe, le Conseil fédéral suisse ne pourrait plus dire aujourd'hui : « On arrête les livraisons d'armes vers les États-Unis. » C'est quand même incroyable. Dans ce cas, la neutralité serait évidemment morte aussi. Peut-être qu'on arrivera à trouver un accord avec différents milieux politiques, même ceux qui attaquent maintenant l'initiative, pour qu'on puisse vraiment la faire aboutir et bloquer cet assouplissement de la loi sur l'exportation d'armes. Je l'espère vraiment. Et ce serait peut-être une bonne chose qu'il y ait un vrai dialogue, un vrai débat sur les deux sujets. On peut assez bien relier tout ça, en fait.

#Pascal

On peut et on doit penser ces deux choses ensemble. En résumé, la Suisse est une fois de plus en quête de son identité et de son âme. Où veut-elle aller ? Vers la guerre et l'exportation d'armes, ou bien la raison l'emportera-t-elle, et nous dirons : non, restons à notre place. Suisses, Suissesses, restez fidèles à votre neutralité. Elle vous a bien servi. Cher Hans Bieri, cher Werner Roca, merci pour votre temps aujourd'hui.

#Rene

Merci à vous aussi. Merci. Parfait.